

== NOTRE REVUE DE PRESSE DE LA SEMAINE == Semaine du 11 au 17 juin 2018



L'Aquarius à son entrée dans le port de Valence.

La France accueillera des migrants de l'« Aquarius », annonce l'Espagne

Selon Madrid, « la France acceptera les migrants qui, après leur arrivée au port de Valence et une fois appliqués tous les protocoles prévus par le processus d'accueil, exprimeront leur désir de rejoindre ce pays ». La France

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
s'était dite prête, jeudi, à accueillir des migrants de l'Aquarius « *qui répondraient aux critères du droit d'asile* ».

Source : [le Monde \(16 juin\)](#)

France

Alstom : GE ne tiendra pas ses engagements d'emploi

General Electric (GE), qui a acquis la branche énergie d'Alstom il y a quatre ans, a annoncé au gouvernement qu'il ne tiendrait pas son engagement de créer 1 000 emplois en France d'ici à la fin de 2018.

Source : [l'Est républicain \(14 juin\)](#)

L'affaire Alstom est un vrai scandale d'État. Pour en comprendre plus les rouages, [la Guerre fantôme](#) est un excellent documentaire qui illustre notamment la responsabilité d'un certain Emmanuel Macron.

Ce que contiendra le « plan anti-pauvreté » de Macron

Le gouvernement espère réduire le nombre de bénéficiaires des aides sociales et parie sur « un milliard d'économies ». Parmi les autres mesures : allongement jusqu'à 18 ans de la période obligatoire de formation, petits-déjeuners gratuits dans les écoles, accès universel aux crèches.

Source : [l'Alsace \(11 juin\)](#)

Macron compte réduire le nombre de pauvres en réduisant le nombre de bénéficiaires des aides sociales. Plan anti-pauvreté ou anti-pauvres ?

Retraites : la fin des pensions de réversion ?

La réforme des retraites est le prochain gros chantier du gouvernement. Les partenaires sociaux sont très inquiets sur les conséquences qu'elle pourrait avoir pour les femmes. Le haut-commissaire à la réforme des retraites envisage la suspension des pensions de réversion. Aujourd'hui, pour les salariés, les pensions prennent en compte les 25 meilleures années. Mais le gouvernement envisage une retraite à points calculée sur toute la vie professionnelle.

Source : [France info \(11 juin\)](#)

Sur ce point comme sur tant d'autres, le gouvernement ne fait que suivre les recommandations des [GOPÉ](#).

Surveillance : le réseau français « intelligent » d'identification par caméra arrive

La reconnaissance faciale « intelligente » est annoncée comme une nécessité pour le ministère de l'Intérieur. La France a légiféré pour autoriser les services de police et de renseignement à surveiller et capter les échanges numériques des citoyens de façon administrative, sans contrôle d'un juge d'instruction. Peut-on ficher une population et laisser des agents numériques traiter les données biométriques y afférant ? La surveillance d'État par

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
reconnaissance et identification faciale est-elle compatible avec le respect des libertés publiques et celui des droits fondamentaux à la vie privée ? Quelles garanties la population a-t-elle que les données biométriques propres à chacun ne serviront pas à des fins de prévention ou de répression d'expression politique ou de contestation sociale ?

Source : [TV5 monde \(9 juin\)](#)

Glyphosate dans le miel : des apiculteurs portent plainte contre Monsanto

Le syndicat apicole de l'Aisne a porté plainte contre le fabricant d'herbicide Monsanto pour « administration de substances nuisibles ». Il dénonce un danger pour la santé.

Source : [le Parisien \(7 juin\)](#)

L'article 39 du TFUE impose la productivité comme objectif principal de l'agriculture. Voilà le résultat. L'article 39, et donc notre appartenance à l'UE, correspond-il vraiment à la volonté des Français ?



Amazon, Cdiscount, Fnac : les frais de livraison pourraient bientôt exploser

Une proposition de loi prévoit de taxer lourdement la livraison des colis en fonction du nombre de kilomètres parcourus. Objectif principal de la mesure : redonner de l'attractivité aux centres-villes et aux commerces qui s'y trouvent. Pour les députés, une telle mesure constituerait « une occasion de reconversion de certaines friches commerciales de périphérie, mais aussi une nouvelle source de fiscalité locale via les taxes foncières. Elle pourrait aussi encourager les distributeurs à implanter davantage de drives piétons dans les centres-villes ». Source :

La [proposition de loi](#) vient du Sénat. On ne peut que féliciter ces parlementaires pour leur travail transpartisan.

France – Vie politique sclérosée

Anticor saisit le PNF sur la Société du Grand Paris

L'association de lutte contre la corruption Anticor a saisi le parquet national financier (PNF) au sujet des anomalies constatées par la Cour des comptes dans le fonctionnement de la Société du Grand Paris (SGP).

Source : [la Tribune \(13 juin\)](#)

Comment Emmanuel Macron a renié sa promesse sur l'assurance-chômage et les salariés démissionnaires

C'est une promesse qui était mise en avant dans le programme d'Emmanuel Macron. Sauf qu'entre la promesse du candidat Macron et la mise en œuvre du président Macron, un monde sépare les deux idées. Alors que l'on évoque un million de démissionnaires par an, la proposition ne concernera en fait que 20 000 à 30 000 personnes.

Source : [Huffington Post \(12 juin\)](#)

« Faire grève contre une loi, en démocratie, c'est curieux », dit Édouard Philippe

Ce sont les mots du Premier ministre, interviewé au sujet de la réforme de la SNCF.

Source : [20 Minutes \(14 juin\)](#)

Curieuse interprétation de la démocratie de la part de Philippe : la démocratie consisterait donc à se taire, quand bien même le gouvernement passe des lois contre l'intérêt général et pour lesquelles il n'a pas de légitimité électorale.

Comptes de campagne : LREM se tire une balle dans le pied

Des documents publiés par La République en marche confirment, involontairement, les informations révélées par les journalistes d'investigation de Radio France, sur l'illégalité des avantages dont a pu bénéficier le candidat Macron.

Source : [RT \(11 juin\)](#)

Le candidat Macron a donc de manière flagrante bénéficié de prix avantageux pour certains éléments de sa campagne : cette triche avérée devrait normalement émouvoir la scène médiatique, ainsi que la CNCCFP (Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques).

Selon Danièle Obono, les députés ne perçoivent pas une « indemnité suffisante » pour se loger

Depuis le début de l'année, les députés non franciliens peuvent se faire rembourser 1.200.euros par mois afin de se loger à Paris. Près de 300 députés bénéficient déjà d'une chambre à l'Assemblée nationale ou d'un bureau « avec possibilité de couchage ». La députée de La France insoumise apparaît comme étant totalement hors-sol, les députés percevant en outre 7 209 euros brut mensuels.

Source : [20 Minutes \(11 juin\)](#)



Danièle Obono, députée La France insoumise (sauf à l'UE et à l'argent).

France – Souveraineté militaire

Coopération sur le Tigre : vers un camouflet de l'Allemagne envers la France ?

Décidément, les coopérations européennes en matière d'armement ne sont jamais un long fleuve tranquille. Berlin serait sur le point de renoncer au programme en commun sur le missile tactique franco-allemand MAST-F destiné à armer les hélicoptères Tigre. Berlin aurait choisi une version allemande du missile israélien Spike, qui n'équipe même pas... les hélicoptères de Tsahal. Le renoncement de l'Allemagne serait un véritable camouflet pour la France, qui fait beaucoup d'efforts pour l'Europe de la défense.

Source : [la Tribune \(11 juin\)](#)

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
L'[échec](#) de l'A400M et les difficultés en cascades du Tigre n'empêchent pas Macron, qui ne tire décidément aucune leçon de rien, de souhaiter un futur [avion de combat franco-allemand](#).



L'hélicoptère Tigre UHT.

Thalès et Microsoft s'unissent pour s'occuper du *cloud* des forces armées

La solution sera parfaitement cybersécurisée et adaptée par Thalès aux contraintes de résilience militaire. Les armées investissent massivement dans la numérisation des systèmes de communication utilisés pour le commandement et le contrôle ou sur les champs de bataille.

Source : [Challenges \(12 juin\)](#)

Qu'un système aussi sensible stratégiquement soit aux mains des Américains ne semble choquer personne, alors que [l'emprise](#) de Microsoft sur la défense française est déjà énorme.

Suisse

Le chômage en Suisse chute à 2,4 %, le taux le plus bas depuis dix ans

Le taux de chômage a reculé de 0,3 point en mai, pour s'établir à 2,4 %, soit le niveau mensuel le plus bas jamais atteint depuis septembre 2008, a annoncé jeudi le secrétariat d'État à l'économie (Seco).

Source : [RTS \(7 juin\)](#)

Mais comment fait donc la Suisse pour avoir de si bon résultats sans pouvoir bénéficier des considérables effets positifs de l'Euro, du Marché unique, des merveilleuses directives de l'UE et de la politique économique prétendument éclairée que sont les [GOPÉ](#) ?

L'initiative « monnaie pleine » rejetée

L'initiative a été rejetée à 75,7 % par les Suisses lors de la votation. « *Les Suisses ne prennent pas des risques* », a commenté le ministre des Finances Ueli Maurer, selon qui le résultat était attendu.

Source : [la Tribune de Genève \(10 juin\)](#)

Cette initiative a été un coup de tonnerre dans la haute finance mondiale. En tant que peuple non soumis à la dictature de l'Union européenne, [les Suisses ont organisé un référendum d'initiative populaire pour retirer aux banques leur pouvoir de création monétaire](#). Concernant la mesure en elle-même, Vincent Brousseau avait fait part de [son scepticisme](#).

Les Valaisans ne veulent plus des Jeux olympiques

Les citoyens ont dit non à 54 % à un soutien financier de 100 millions à Sion 2026. Ce vote met un point final à la candidature suisse aux JO. La défaite est lourde pour les autorités, qui militaient en faveur de la candidature sédunoise. Le Conseil d'État, et en particulier son ministre des Sports, Frédéric Favre, s'était engagé dans la campagne. Le Parlement avait également soutenu cette candidature à près de 80 %. Le peuple ne les aura pas écoutés.

Source : [le Temps \(10 juin\)](#)

Grâce au système de votation, le peuple suisse peut se prononcer contre les décisions de leurs dirigeants. Un exemple que, malheureusement, les dirigeants français ne suivent pas quand on pense au référendums violés comme, notamment, celui de 2005 sur la Constitution européenne. [L'UPR propose la mise en place du référendum d'initiative populaire](#).



Les Suisses vont bloquer les sites étrangers de jeux d'argent

Il s'agit surtout de ramener une partie des 215 millions d'euros dépensés par les joueurs suisses dans les jeux en ligne proposés par des sites étrangers. Tous les jeux autorisés en Suisse, y compris en ligne, seront taxés et alimenteront un fonds anti-addiction ainsi que les systèmes d'assurance sociale, ou des programmes culturels et sportifs. Les sites basés à l'étranger devront fermer l'accès aux internautes suisses, et en cas de refus, les fournisseurs d'accès devront renvoyer les utilisateurs sur une autre page.

Source : [Romandie \(10 juin\)](#)

L'exemple suisse, pays souverain, montre la différence flagrante avec la France qui [privatise la FDJ sous ordre de l'UE](#) et ouvre à la concurrence, y compris étrangère, ce secteur malgré les risques d'addiction qu'il offre.

Union européenne

L'Italie rejette l'accord CETA avec le Canada

« Nous ne ratifierons pas l'accord de libre-échange avec le Canada, parce qu'il ne protège qu'une petite partie de nos AOP [appellations d'origine protégée] et de nos IGP [indications géographiques protégées] », a indiqué le ministre italien de l'Agriculture, Gian Marco Centinaio.

Source : [Radio-Canada \(14 juin\)](#)

Rappelons que, de manière scandaleuse, le CETA est déjà appliqué de manière provisoire, et ce alors que les Parlements nationaux des États membres de l'UE ne l'ont pas encore ratifié. L'Italie va-t-elle faire un coup de communication sans lendemain, comme l'avait fait Paul Magnette au Parlement wallon ? Ou, venant de l'Italie,

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro n'est-ce pas une nouvelle fissure majeure dans l'édifice européiste ?~~



Producteur d'huile d'olive de Nerola, en Italie.

Crise politique sur la question migratoire : Merkel fragilisée comme jamais

La chancelière allemande est en conflit ouvert avec son très, très à droite ministre de l'Intérieur, Horst Seehofer. Leur différend concerne la politique migratoire en Allemagne. Quelle que soit l'issue du conflit, la chancelière est particulièrement affaiblie.

Source : [Libération \(15 juin\)](#)

Cet événement peut sonner le glas de l'ère Merkel, si Seehofer maintient sa volonté d'agir par décret. De deux choses l'une : soit le ministre est désavoué, ce qui provoquera le départ de la CSU de la coalition, et donc la chute de Merkel ; soit il prend son décret, et l'aile gauche du gouvernement, c'est-à-dire le SPD, prendra la porte, avec la même conséquence de perte de majorité pour Merkel.

Brexit : Theresa May remporte une victoire majeure au Parlement

À 324 voix contre 298, les députés ont rejeté un amendement donnant un droit de veto sur le futur accord final, confortant Theresa May dans les négociations en cours avec l'UE.

Source : [France 24 \(12 juin\)](#)

Londres compte rester un pôle financier important

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Selon un influent député conservateur, la City de Londres saura retomber sur ses pieds. Il exclut une vague de délocalisations massives.

Source : [l'Essentiel \(9 juin\)](#)

Ceci démonte encore un peu plus la vision apocalyptique dépeinte par les européistes pendant la campagne du Brexit, au cas où le Royaume-Uni sortirait de l'UE. La leçon à en tirer est évidente : en France, il ne faut pas céder aux sirènes alarmistes sur la sortie de l'UE, de l'euro et de l'OTAN. Au contraire, le peuple aura tout à y gagner.

Tarifs douaniers : l'UE adopte « à l'unanimité » des mesures de rétorsion contre Washington

Les 28 États ont validé « à l'unanimité » des mesures de rétorsion contre certains produits américains, comme les jeans, le bourbon ou les motos, en réponse aux surtaxes imposées par Washington sur l'acier et l'aluminium.

Source : [Radio-Canada \(14 juin\)](#)

Union européenne – Un euro torturé

Italie : le ministre de l'Économie réaffirme le maintien dans l'euro

« La position de ce gouvernement est claire et unanime. Il n'y a aucune discussion sur une quelconque proposition de quitter l'euro », a déclaré Giovanni Tria.

Source : [Yahoo \(10 juin\)](#)

L'Italie a-t-elle été Tsiprasisée ? Un espoir reste aux Italiens car [la mise en place d'une monnaie parallèle pourrait permettre une sortie de l'euro subreptice](#).

Le Premier ministre néerlandais rejette les propositions de réforme de la zone euro

Mark Rutte a déclaré que l'euro avait été construit pour apporter de la prospérité et pas pour la redistribuer. De ce fait, il a rejeté toutes les propositions de Macron. Selon lui, l'UE devrait se limiter uniquement à des tâches principales comme fixer un objectif pour la réduction des émissions de CO2. Le budget de l'UE devrait être réduit. Pour lui, la PAC et les fonds de cohésion sont des politiques du passé et les fonds affectés doivent donc être réduits. Il a recommandé de travailler le plus étroitement possible avec les États-Unis, en opposition avec la Russie.

Source : [Ouest-France \(13 juin\)](#)

28 pays avec des objectifs contradictoires tirent tous dans une direction différente. Et, malgré cela, quasiment l'ensemble des partis politiques font encore semblant de croire qu'une autre Europe est possible. Rappelons que [l'article 48 du TUE](#) oblige d'avoir l'unanimité avant de pouvoir modifier les traités. Le futur sommet va être la démonstration flagrante que ceux qui promeuvent une autre Europe visent un objectif qui n'arrivera jamais.



Mark Rutte devant les eurodéputés

Sauf accident, la BCE arrêtera ses rachats de dette fin décembre

Guettée depuis des mois, cette sortie progressive du « *quantitative easing* » passera par une décrue de son rythme entre octobre et décembre, à 15 milliards d'euros mensuels contre 30 milliards actuellement.

Source : [le Temps \(14 juin\)](#)

Comme exposé par le passé par Vincent Brousseau, le QE fait courir le risque que les soldes Target 2 s'accroissent de plus en plus vite, ce qui est une bombe à retardement pour l'euro.

Moyen-Orient

Yémen : un raid aérien sur un centre de santé force Médecins sans frontières à interrompre ses activités

La coalition menée par l'Arabie saoudite, et soutenue par les États-Unis, a bombardé un nouveau centre de traitement du choléra à Abs, au nord-ouest de la capitale Sanaa. MSF a dû geler temporairement ses activités. En août 2016, un hôpital avait déjà été bombardé.

Source : [France info \(11 juin\)](#)

L'Arabie saoudite, dont le roi avait été reçu en grande pompe par Macron à l'Élysée, commet des crimes de guerre au Yémen, où elle intervient par ailleurs en dehors de tout droit international.

Trois pays pour sauver la Jordanie de la faillite

La Jordanie, engagée auprès du Fonds monétaire international (FMI) à mener des réformes structurelles en échange d'un prêt de plusieurs centaines de millions d'euros, vient d'être secouée pendant une semaine par d'importantes manifestations contre des hausses de prix à répétition et un projet de loi fiscale. Le mouvement de protestation populaire a conduit à la démission du Premier ministre. Pour calmer la rue, son successeur, qui doit encore former un gouvernement, a décidé de retirer le projet de loi controversé. L'économie jordanienne traverse une période difficile, 18,5 % de la population est au chômage, et 20 % vit à la limite du seuil de pauvreté. L'Arabie, le Koweït et les Émirats arabes unis sont venus à la rescousse financière de la Jordanie en lui prêtant 2,5 milliards de dollars.

Source : [l'Essentiel \(11 juin\)](#)



Le roi Abdallah de Jordanie et son fils lors de leur pèlerinage à La Mecque, où se tenait également la réunion financière.

L'Assemblée générale de l'ONU a adopté à une large majorité une résolution réclamant la protection des civils palestiniens à Gaza

Adoptée par 120 voix pour, 8 voix contre (Australie, États-Unis, îles Marshall, îles Salomon, Israël, Micronésie, Nauru et Togo), et 45 abstentions, lors d'une « session extraordinaire d'urgence », la résolution déplore notamment « l'utilisation de balles réelles contre des manifestants civils, y compris les enfants, ainsi que contre le personnel médical et les journalistes », et se déclare « vivement préoccupée par les pertes en vies innocentes ».

Source : [ONU info \(13 juin\)](#)

Monde

Aux États-Unis, la neutralité du Net prend officiellement fin

L'abolition de ce grand principe a été votée en décembre et s'applique aux États-Unis depuis lundi. Ses défenseurs ont formé des recours.

Source : [le Monde \(11 juin\)](#)

La neutralité du Net est un principe essentiel permettant le libre accès à l'information pour tous. Si elle n'existe plus, alors les fournisseurs d'accès auront un droit de regard sur ce qui est consultable ou non, et transformeront l'Internet libre en un système d'information avec accès partiels et payants.



La diplomatie française retiendra-t-elle les leçons des sommets internationaux de Charlevoix (G7) et de Qingdao (Organisation de coopération de Shanghai) ?

Emmanuel Macron et ses conseillers semblent incapables de comprendre la nouvelle réalité du monde et d'en tirer les conclusions qui s'imposent. Au lieu de chercher, avec le plus grand nombre d'États du monde et les puissances émergentes, à défendre le multilatéralisme, la paix et la coopération, qui garantissent aussi les intérêts de la France, il continue de croire qu'une « offensive de charme » et d'à-plat-ventrisme lui permettra, ainsi qu'à l'Europe, de gagner les faveurs tant convoitées du parrain américain. Imbibée d'un tel esprit d'abandon et de fausse assurance, la diplomatie française risque de ne tirer aucune leçon de ces sommets internationaux.

Source : [UPR \(12 juin\)](#)

Entretien d'actualité n° 64 avec François Asselineau

Cet entretien couvre des sujets complémentaires à la revue de presse.

Le président de l'UPR parle des actualités récentes : de la crise franco-italienne, des nouvelles sur le front économique, du bilan du G7, de la rencontre entre Donald Trump et Kim Jong-un, des déclarations de Merkel sur la refonte de l'Europe, de la Macédoine, de la vente aux enchères record à Paris, de la vaisselle de l'Élysée et de l'*exit tax*.

Source : [UPR \(17 juin\)](#)



--

Vos retours et propositions d'articles sont les bienvenus sur selection_infos@upr.fr.

Pour changer les choses, nous vous invitons également à partager massivement cette revue de presse ! En pratique, nous vous proposons d'envoyer à toutes vos connaissances, dans un courriel : la photo à la une et son commentaire, suivis du lien sur cette revue de presse (l'utilisation de la copie cachée est recommandée). Vous pouvez aussi recevoir chaque semaine le courriel prêt à diffuser sur simple demande à selection_infos@upr.fr.

N'oubliez pas de *partager massivement* cette revue de presse à vos amis et connaissances !



Coordination de la revue de presse : *David Pauchet*

Rédacteurs : *Alexis Comte, Antoine Carthago, Maxime Forner, Thierry Lacour, David Pauchet*

Relecture : *équipes de relecture*

Validation finale : *François Asselineau*